

# 2<sup>e</sup> Rassemblement des Amicales gaullistes

« *Être gaulliste au XXI<sup>e</sup> siècle* »

Samedi 3 décembre 2016  
Palais du Luxembourg

## **Intervention de Nicolas Germain, Président-Fondateur des Vendredis de la Colline :**

Monsieur le Président de l'Amicale gaulliste du Sénat,  
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,  
Monsieur le Secrétaire Général de la Fondation Charles de Gaulle,  
Mesdames et Messieurs les Présidents et Membres des Amicales gaullistes,  
Fervents gaullistes ou simples curieux que la lumière de l'Histoire attire,

Plus qu'un véritable plaisir, c'est un immense honneur que de pouvoir intervenir aujourd'hui, devant vous, au Sénat, au sujet de la pensée du Général.

Je tiens à cet égard à remercier chaleureusement, pour son invitation et ses conseils toujours bienveillants, Monsieur Bernard Murat, ancien sénateur-maire de Brive-la-Gaillarde. Je tiens aussi, naturellement, à saluer notre équipe des Vendredis de la Colline, que ma camarade Clotilde et moi-même représentons, et sans qui l'aventure collective que nous vivons depuis quatre ans déjà ne serait pas possible.

Je parle de collectif, d'aventure collective, parce que ne serait-ce pas là, au fond, la clé de tout ? Je veux dire, en politique. Précisément, le thème du collectif est central dans la pensée du Général. Et notamment dans ses discours : on y retrouve, quasiment systématiquement, un terme qui n'est pas exactement celui de collectif, mais qui veut dire peu ou prou la même chose, et ce terme est celui de l'unité. Le Général l'utilise cinq fois dans son discours de Bayeux, du 16 juin 1946, et l'utilise dix fois dans son discours de Rennes, du 27 juillet 1947. Et puisque le thème qui nous rassemble aujourd'hui, c'est être gaulliste au XXI<sup>e</sup> siècle, la première réflexion que je me fais c'est : parlons d'unité.

Que l'on parle d'unité ou que l'on parle de collectif, finalement, la perspective est sensiblement la même : en politique, plus que nulle part ailleurs, on doit rechercher à transcender les individualités. C'est-à-dire les projeter dans un corps collectif qui les dépasse, qui nous dépasse ; et ce corps collectif, le plus légitime d'entre tous semble-t-il au vu de l'Histoire, ne serait-ce pas la communauté nationale ?

Le Général définit justement ce qu'il entend par unité nationale. Il le fait à Rennes, en 1947. Ce serait, dit le Général, le bien suprême sans lequel la nation ne saurait exister. Ce serait la volonté des Français d'être et de rester Français. Le rapport au temps, ici, est fondamental, puisque l'unité lie les individus par rapport à leur passé, à leur présent et à leur avenir. C'est ce que disait déjà Ernest Renan, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans son discours « Qu'est-ce qu'une nation ? ». La nation, c'est à la fois le partage d'un riche legs de souvenir et le désir, actuel comme futur, de vivre ensemble.

Je vous dis cela parce que, à mon sens, on ne peut pas être gaulliste au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un contexte où nos sociétés s'individualisent toujours plus, si on n'est pas sensible à ce thème de l'unité et du collectif. Ce sentiment de collectif, on l'expérimente tous à des échelles différentes. On peut le vivre dans un cadre familial,

dans un contexte où nos sociétés s'individualisent toujours plus, si on n'est pas sensible à ce thème de l'unité et du collectif. Ce sentiment de collectif, on l'expérimente tous à des échelles différentes. On peut le vivre dans un cadre familial, professionnel ou au sein d'une amicale gaulliste. Pour ma part je le vis avec notre Club Politique Indépendant des Vendredis de la Colline. D'où cette interrogation : n'y a-t-il pas un besoin fondamental pour les individus de se sentir appartenir à un collectif ?

Après tout, pourquoi cinq camarades se sont-ils rassemblés, un vendredi soir, en plein mois de novembre 2012, sur la colline Sainte-Geneviève, pour fonder ce qui aujourd'hui est devenu notre Club des Vendredis de la Colline ? Prendre un verre avec des copains est certes toujours sympathique, mais déjà il y avait quelque chose de plus dans notre démarche : il y avait l'idée que seul, l'individu ne peut pas faire grand chose, et la volonté de bâtir un projet, sans savoir vraiment lequel, mais faire quelque chose ensemble. Et ce faire ensemble, ça c'est une intuition gaulliste. Parce que l'ambition du gaullisme est de fonder du collectif, non pas au niveau d'une famille, d'une amicale, d'un club, mais bien au niveau de la République française.

Ce besoin de collectif apparaît aujourd'hui sous de multiples facettes : évoquons la tentation du communautarisme ou la mise en avant permanente du thème de l'identité. Toujours est-il que ce besoin peine à s'exprimer clairement et est source de fait d'interprétations parfois douteuses, relevant de la xénophobie. En l'espèce, le gaullisme caractérise l'unité selon trois fondements : historique, géographique et démographique. Historique d'abord puisque, le Général l'écrit dans ses *Mémoires* : la France vient du fond des âges, les siècles l'appellent ! Il poursuit : la France porte en elle l'héritage d'hier, les intérêts d'aujourd'hui et les espoirs de demain.

Unité historique donc, mais unité également géographique. La France n'est plus la France, sans ses territoires, sans ses régions, sans ses départements, métropolitains ou d'Outre-mer. Vous le savez, on doit au Général toute une batterie d'inflexions décentralisatrices : la création de la DATAR en 1963, la promotion des villes nouvelles, je vis moi-même à Cergy-Pontoise, et la tentative de régionalisation qui s'est soldée par l'échec du référendum d'avril 1969, sur lequel s'est retiré le Président de Gaulle. Et tout de même, il l'écrit dans son testament, il n'envisage d'être enterré nulle part ailleurs sinon à Colombey-les-Deux-Eglises, auprès des siens ! Certainement pas au Panthéon !

Unité historique, unité géographique, et enfin unité démographique. Ce point est crucial, et j'insiste sur celui-ci d'autant plus que l'heure est au piège identitaire et à la tentation de la division. Je pense spontanément aux propos qui ont été tenus au sujet de la « race blanche ». Il n'y a pour le Général que des Français, que des Françaises, indépendamment de leur condition sociale, indépendamment de leurs convictions religieuses ou politiques, et indépendamment de leur origine. Prétendre le contraire c'est dévoyer le message de mobilisation, de rassemblement qui se situe au cœur de la pensée gaulliste. On prête d'ailleurs les mots suivants au Général : le patriotisme c'est aimer son pays, tandis que le nationalisme c'est ne pas aimer celui des autres. L'avertissement du gaullisme ne serait-il pas de se préserver de cette confusion ?

On parle d'unité parce que ce qui inquiète aujourd'hui, c'est que ce bien suprême, ce sentiment d'appartenance collective est en péril. Voilà pourquoi il est important d'exhiber la nature de ce péril et de montrer en quoi la pensée du Général nous propose des clés très actuelles pour y faire face. Après tout, si nous sommes tous réunis en ce moment, c'est qu'il y a bien quelque chose qui subsiste du gaullisme, et qu'il peut encore y avoir des enseignements à tirer de la pensée du Général.

Mon père, qui est dans la salle, est né à la fin des années 60, et donc à la fin des années de Gaulle. Deux générations se sont succédées depuis. Je vous pose la question : le gaullisme n'est-il plus qu'une dépouille tiède agitée en quelques heureuses circonstances par une poignée de fanatico-réactionnaires ? En d'autres termes : être gaulliste au XXI<sup>e</sup> siècle, est-ce complètement ringard ? Sommes-nous dépassés ? Pire encore, comme le suggère l'éditorialiste Eric Brunet, serait-ce devenu une obsession ? Je ne le pense pas, ou du moins je ne l'espère pas ! Attention aussi à l'autre écueil qui est de se réclamer du gaullisme sans trop savoir de quoi il

dépassés ? Pire encore, comme le suggère l'éditorialiste Eric Brunet, serait-ce devenu une obsession ? Je ne le pense pas, ou du moins je ne l'espère pas ! Attention aussi à l'autre écueil, qui est de se réclamer du gaullisme sans trop savoir de quoi il retourne : dans le meilleur des cas par simple sympathie, teintée de nostalgie, envers un grand homme de l'histoire française, et dans le pire des cas pour justifier un discours nationaliste, de repli sur soi et d'exclusion de l'autre.

D'emblée, trois principes gaullistes se distinguent et constituent toujours une source très actuelle d'inspiration politique : un principe géopolitique, un principe économique, un principe institutionnel. Le principe géopolitique est simple. C'est l'indépendance de la France, au service d'une ambition de grandeur. A écouter les médias, les qu'en dira-t-on, la France est condamnée à être, selon la formule giscardienne, une puissance moyenne. Imaginons un enfant de dix ans, qui part avec l'idée qu'il est mauvais au tennis. Statistiquement ce n'est déjà pas évident de percer dans le métier : n'annule-t-il pas alors toutes ses chances de remporter un jour Roland Garros, s'il n'a pas un parent ou un entraîneur en appui pour lui donner confiance ? La France, c'est cet enfant de dix ans : si on part du principe que quoiqu'on fasse, ce sont les Américains, les Chinois et les Russes qui gouvernent le monde, cela devient performatif, et au fond nous nous éjectons nous-mêmes de la gouvernance mondiale. Une posture internationale, cela se crée. Pour la créer, encore faut-il y croire.

Prenons une anecdote intéressante. Lorsque Georges Bidault vient trouver le Général en février 1945, quelques temps après la conférence de Yalta, pour l'informer que le Président américain Roosevelt l'invite à le rencontrer dans les environs d'Alger, le Général décline l'invitation. Pourquoi ? Parce que le Général n'accepte pas que la France n'ait pas été invitée à la conférence de Yalta intervenue quelques jours auparavant, et parce que le Général se scandalise que son homologue américain se permette de l'inviter chez lui, puisqu'à ce moment-là l'Algérie est française. Georges Bidault est évidemment très ennuyé, s'agissant tout de même du puissant allié américain, mais le Général, le accompagnant à la porte, lui dit de son ton toujours solennel : « Redressez-vous Bidault, redressez-vous ! ». Voilà ce que signifie l'indépendance de la France pour un gaulliste.

Le principe suivant, économique, c'est la recherche d'une troisième voie, à mi-chemin entre le capitalisme libéral et le socialisme d'essence communiste. La grande idée gaulliste est d'associer le résultat des entreprises à la dignité des travailleurs. C'est dans cette optique que l'on doit au Général la Sécurité Sociale, les comités d'entreprises, le système de participation et d'intéressement. Cela me permet de souligner une constante du gaullisme : dans tous les champs qu'il recouvre, le gaullisme est une pensée de l'équilibre. Typiquement, c'est l'autorité sans l'autoritarisme, et c'est la liberté sans le libertarisme. Parlons des échanges internationaux : le Général ne prône ni le protectionnisme tous azimuts, ni le désistement total de l'Etat. Il s'agit plutôt de faire preuve d'intelligence, en accompagnant le développement de la France dans le jeu du commerce international, en définissant les pans de l'économie française auxquels doit s'appliquer cette logique de libre-échange, et en réservant au contraire les secteurs stratégiques au pilotage de l'Etat (l'énergie avec Total, le nucléaire avec Areva, le rail avec la SNCF, etc.).

Le troisième principe, institutionnel cette fois-ci, c'est le refus du système des partis, ou tout du moins une méfiance envers les organes partisans. C'est pour cela, que mise à part l'expérience éphémère du RPF de 1947 à 1955, le Général n'a jamais fait partie d'aucune organisation politique. C'est pour cela aussi, que le 10 janvier 1952, une tension oppose le Général à Jacques Soustelle, haut-responsable du RPF alors appelé par le Président Auriol à prendre la tête du gouvernement ; il y a une tension parce qu'en aucune façon Charles de Gaulle ne souhaite entrer dans les combinaisons partisans, de négociation de poste, bref il refuse de faire le jeu de ce qu'il appelle les « politiciens ».

Ces trois principes sont d'autant plus pertinents qu'ils sont vecteurs de collectif et d'unité. L'indépendance, pourquoi ? Parce qu'être indépendant, parce que contribuer à la grandeur de la France, c'est irriguer une vraie source de fierté et de confiance pour les Français. La recherche d'une troisième voie économique est aussi génératrice

d'unité. L'indépendance, pourquoi ? Parce qu'être indépendant, parce que contribuer à la grandeur de la France, c'est irriguer une vraie source de fierté et de confiance pour les Français. La recherche d'une troisième voie économique est aussi génératrice de collectif : pourquoi ? Parce qu'elle concourt à l'harmonie de l'ensemble des acteurs du tissu économique, qu'ils soient en haut de la chaîne, ou en bas de la chaîne. Le gaullisme est là pour nous rappeler que la victoire du politique ne consiste pas, dans l'absolu, à faire baisser la courbe du chômage. Ce n'est qu'un moyen, pas une finalité. La vraie victoire du politique réside dans sa capacité à donner du sens ; et donner du sens aux agents économiques, c'est leur accorder autonomie et responsabilité, à tous les niveaux. C'est à cette condition que nous pouvons espérer faire corps au sein d'une même communauté. Et pourquoi donc, le refus du système des partis, renforcerait-il ce lien collectif ? Parce que faire en sorte que le Président de la République française soit autre chose que le chef du parti dont il est éminemment dépendant, c'est réconcilier les Français avec la politique, seule capable de générer du sens et de générer un projet collectif.

Il conviendrait somme toute d'explicitier l'actualité et l'urgence de cette question du collectif et de l'unité. Plusieurs intellectuels français ont mis en avant un péril essentiel, qui menace notre société. Parmi ces intellectuels, je pense à Marcel Gauchet et à son essai *Comprendre le malheur français*. Ce péril, quel est-il ? C'est, trivialement, la dissolution de tout sentiment collectif dans notre société. Cette dissolution est provoquée par une idéologie, largement dominante, selon laquelle la société ne se composerait plus que d'individus. Fini les grands corps, fini l'Armée, fini l'Etat : seuls comptent désormais, d'un point de vue politique, les agents pris dans leur individualité, et définis d'une part par leurs droits juridiques, et d'autre part par leurs intérêts économiques. Il y a alors confusion entre maximisation du bien-être collectif, et maximisation de la somme des bien-être individuels.

Pour illustrer rapidement, prenons trois individus qui logeraient dans un appartement trop étroit. Dans cette situation initiale, personne n'est satisfait. La nature humaine étant ce qu'elle est, deux d'entre eux se liguent contre le troisième qu'ils mettent à la porte. Alors, dans cette situation finale, les deux « frondeurs » sont satisfaits, le troisième toujours pas. Si l'on s'intéresse à la somme du bien-être individuel, cette dernière situation est préférable puisqu'au moins deux individus sur trois sont maintenant satisfaits. Est-ce pour autant souhaitable d'un point de vue collectif ? Clairement non. Quel est le but du politique, sinon celui de s'élever au-dessus des intérêts individuels et de considérer le tableau d'ensemble ?

Or, il est de plus en plus difficile, me semble-t-il, de faire cet exercice de mise à distance. De nombreux paramètres sont à prendre en compte, parmi lesquelles les échéances électorales. Mieux vaut s'assurer les votes de deux individus sur trois, ce qui permet de dégager une majorité et de remporter une élection. Dans cette logique centrée sur l'individu, s'opposent deux lectures, l'une de gauche et l'autre de droite. Que nous dit celle de gauche ? Qu'il faut multiplier les droits accordés aux individus, et notamment aux minorités. C'est l'impulsion qu'a pu donner le think tank Terra Nova au Parti Socialiste depuis une dizaine d'années. Que nous dit celle de droite dans sa traduction la plus libérale ? Qu'il faut libérer au maximum les contraintes économiques qui pèsent sur chacun.

On peut citer, en conséquence, le dévoiement de plusieurs éléments constitutifs de la Ve République et supposés initialement garantir que chacun puisse prendre part à un destin collectif. Premier élément : l'école. Est-ce réellement le lieu sacré de la République où l'on apprend à devenir citoyen, ou n'est-ce pas avant tout devenu un tremplin, permettant s'il est bien utilisé de s'assurer une bonne carrière professionnelle ? Autre élément : la laïcité. Ne mérite-t-elle pas un sort meilleur, que celui de savoir si l'on peut ou non porter un burkini sur les plages de la République française ? La question étant en principe tranchée, puisque selon l'esprit de la loi de 1905, la laïcité marque l'indifférence de l'Etat envers les comportements individuels quand ils ne sont pas illégaux, et affirme au contraire que l'Etat ne reconnaît que des citoyens, quelle que soit leur façon de s'habiller, de prier ou de manger.

Marcel Gauchet, cité tout à l'heure, propose une symétrie éclairante entre les années 30 et la situation actuelle. Dans les années 30, s'observe un mouvement d'hyper-

Marcel Gauchet, cité tout à l'heure, propose une symétrie éclairante entre les années 30 et la situation actuelle. Dans les années 30, s'observe un mouvement d'hyperpolitisation, allant de pair avec une mobilisation extrême des masses, et dont le projet était la maîtrise du fait économique par le politique. Aujourd'hui nous sommes exactement dans la radicalité inverse : nous sommes dans un contexte de dépolitisation, pilotée par des élites surdiplômées, et qui intègre l'inféodation du politique par rapport au fait économique. Le gaullisme fait lien entre ces deux extrêmes, toujours dans une même optique d'équilibre : pour les gaullistes, il importe autant la reconnaissance d'un corps collectif national que le respect des libertés individuelles.

Pour conclure, il semblerait que le potentiel en termes de collectif et d'unité du gaullisme se trouve dans ce qu'il a de romantique. On pourrait distinguer deux profils pour caractériser les responsables politiques : les romantiques et les pragmatiques, même si l'on est jamais tout à fait l'un ou tout à fait l'autre. Le romantique serait celui qui, porté par ses idées et ses convictions, met tout son être au service d'un destin et de l'Histoire. Le pragmatique serait quant à lui davantage l'homme du présent, de l'action immédiate et donc des calculs politiques. L'un et l'autre se complètent et se répondent. Ce que l'on peut constater, c'est que les grands moments politiques français ont été marqués par la conjonction de ces deux profils à la tête de la France. Un Mazarin s'est trouvé associé à un Roi Soleil ; un Fouché ou un Talleyrand ont brillé aux côtés d'un Napoléon. Le Général, de même, doit beaucoup à ses lieutenants : un Jacques Chaban-Delmas ou un Léon Delbecq ont œuvré concrètement à provoquer le putsch d'Alger de 1958, qui a propulsé le Général au pouvoir, tout en le préservant bien de se « salir les mains ».

Le seul costume qui soit réellement taillé pour le Général est celui de l'Histoire et du temps long. Aujourd'hui, force est de constater que le pragmatisme domine l'échiquier politique : mais où sont les nouveaux romantiques, porteurs d'idéaux ? On fait désormais de la lutte contre le chômage ou de la recherche de la croissance l'alpha et l'oméga de l'action politique, l'enfermant ainsi dans des considérations exclusivement économiques. Non pas que ce ne soit pas important. Mais le responsable politique, et la figure du Général n'est-elle pas là nous le rappeler impérieusement, est plus qu'un comptable ou un financier. Il doit entretenir un rapport quasiment métaphysique avec les Français, dans sa façon de convoquer des symboles, d'incarner des valeurs, un projet, d'insérer les événements du présent dans le grand récit de l'Histoire.

Etre gaulliste au XXI<sup>e</sup> siècle, est-ce être réactionnaire ? Pas du tout, puisque c'est être porté par ce romantisme, qui consacre l'importance de l'Histoire et du temps long, non pas pour reculer, mais pour aller sans cesse de l'avant dans le respect des uns et des autres. En cela, nous pourrions même dire que le gaulliste est un révolutionnaire, tant que l'on considère, d'après ces mots de Charles Péguy, qu'une « révolution est un appel d'une tradition moins parfaite à une tradition plus parfaite. »

Un grand merci pour votre attention.

**Les Vendredis de la Colline**  
Club Politique Indépendant